

ONTRAC 20

No. 20 Janvier 2002

L'Infobulletin du Centre International de Formation et de Recherche ONG (INTRAC)

*** ÉDITION SPECIALE : INTRAC fête ses 10 ans ***

TABLE DES MATIÈRES

Point de vue « Changer les attentes? Concept et pratique de la société civile dans le développement international: Conférence à l'occasion du 10e anniversaire d'INTRAC
Un hommage posthume à Dr. Peter Oakley

Nouvelles concernant le renforcement des capacités

Une approche de développement du renforcement des capacités de la société civile.

Gros plan sur un pays: La société civile en Iran en pleine mutation

Dans ce numéro: le rapport de Vicky Brehm sur la conférence qui a eu lieu à l'occasion du 10e anniversaire d'INTRAC ; un profil particulier des organisations de la société civile en Iran par Catherine Squire et un hommage posthume à Dr. Peter Oakley, directeur de recherche d'INTRAC.

Point de vue : «Changer les attentes?» Concept et pratique de la société civile dans le développement international Conférence à l'occasion du 10e anniversaire d'INTRAC

En décembre 2001, des représentants internationaux se sont réunis à Oxford pour assister à la conférence organisée à l'occasion du 10^e anniversaire d'INTRAC. Parmi les participants: un large échantillon des organisations et individus parties prenantes au développement international, dont des organisations de la société civile d'une série de régions, des ONG internationales, des bailleurs de fonds officiels et des fondations. Le but de la conférence était d'évaluer les différentes approches de l'aide, de l'organisation et du renforcement de la société civile. Au cours de ses 10 ans d'existence, INTRAC a toujours tenté de jouer un rôle d'intermédiaire entre le monde académique et les spécialistes du développement international. Il était par conséquent bénéfique que la conférence alterne les débats théoriques sur la nature de la société civile avec l'expérience pratique, en favorisant particulièrement les discussions en panels entre personnes de différents univers.

La conférence s'est articulée autour des cinq thèmes suivants et d'articles:

1. les **approches théoriques** étayant les programmes pratiques de renforcement de la société civile;
2. la nature de l'**Etat** (s'il est en transition, stable ou engagé dans un conflit interne) et ses relations avec la société civile;
3. la nature du **renforcement des capacités** dans le contexte de la société civile;
4. les **stratégies** et **méthodologies** utilisées pour renforcer et soutenir la société civile;
5. La **surveillance** et l'**évaluation** des programmes de renforcement de la société civile.

Jude Howell et Jenny Pearce ont présenté les paramètres du débat dans leur article « La société civile : une interrogation critique ». L'article commence par exposer le concept de la société civile dans le cadre du développement international, son usage simple de départ au début des années

1990, en tant que synonyme d'ONG, à son importance actuelle dans la pensée du développement. Pour inspirer leur critique, elles ont fait une distinction entre les approches **dominantes** et **alternatives** de la société civile. L'approche dominante, celle qui dirige la pensée et la recherche du donateur, envisage la société civile comme un élément d'un programme de résolution des problèmes de la pauvreté et de l'inégalité. Elle adopte un point de vue **consensuel** des relations entre la société civile, le marché et l'Etat dans le contexte du capitalisme socialement responsable. La société civile est ici perçue de façon instrumentale, comme une alternative politique bienveillante à l'Etat de croissance, dans le cadre d'un programme économique néo-libéral.

Par contre, certaines ONG européennes radicales et mouvements de base envisagent le rôle de la société civile de façon alternative : un rôle potentiellement **conflictuel** quand il corrige les excès de l'Etat. Cette approche souligne l'importance de la société civile en encourageant de nouvelles formes de participation aux prises de décision; la question qui se pose est la manière dont les pauvres et les marginalisés peuvent gagner de l'espace pour renforcer leur participation économique et politique. Dans leur critique de l'approche dominante, Howell et Pearce poursuivent en argumentant qu'une des faiblesses fondamentales, en pratique, a été l'absence de compréhension contextuelle de la société civile dans les différents pays. La dépendance à l'aide extérieure d'une grande part du renforcement de la société civile a abouti à un affaiblissement de la durabilité à long terme de la société civile: «La société civile ne se prête pas à une fabrication extérieure.» C'est le thème central qui s'est dégagé de la conférence.

La question de savoir dans quelle mesure les organisations de la société civile sont capables de conserver leur autonomie par rapport à l'Etat a été examinée plus en détail par John Beauclerk et Simon Heap dans leur article: «Les relations entre la société civile et l'Etat: modèles et actualités». Les orateurs ont commencé par évaluer le changement dans les relations entre la société civile et l'Etat d'après un modèle statique, c'est-à-dire dans lequel la société civile est largement définie par rapport aux caractéristiques de l'Etat. Ils ont proposé comme alternative une conceptualisation dynamique des relations entre la société civile et l'Etat, capable d'associer un rôle d'**opposition** de la société civile, en particulier dans son plaidoyer en faveur des droits civils et politiques, et un potentiel de **complémentarité** à l'Etat en termes de droits économiques et d'offre de services. En outre, la dynamique de la relation se pratique à différents niveaux du gouvernement: local à national.

La Conférence a également étudié les stratégies et méthodologies du renforcement de la société civile dans la pratique. L'article de Brenda Lipson aborde la question: «Quelles sont les caractéristiques et les défis spécifiques du renforcement des capacités au niveau de la société civile?» (pour plus de détails, veuillez vous référer à «Une approche de développement du renforcement des capacités de la société civile», dans **Nouvelles concernant le renforcement des capacités**). L'article d'Anne Garbutt, inspiré d'une expérience avec INTRAC en Asie centrale depuis 1994, a résumé les leçons apprises et les problèmes soulevés par le Programme de développement institutionnel de la société civile. À nouveau, le thème a été l'importance absolue de la compréhension du **contexte** d'un pays particulier. En effet, les donateurs ont généralement basé leur pratique dans la région sur des modèles d'expériences de développement dans des régions du monde très différentes, sans chercher à comprendre les sociétés d'Asie centrale. L'article souligne la nécessité de soutenir l'émergence de leadership analytique, libre-penseur de la société civile au sein des pays en transition, qui soit capable de forger ses propres modèles d'engagement avec l'Etat et le marché.

Brian Pratt, le directeur d'INTRAC a présenté un article intitulé «Le contrôle et l'évaluation des programmes de soutien à la société civile». Le contrôle et l'évaluation sont importants pour répondre aux questions conceptuelles délicates: une société civile plus forte conduit-elle réellement une amélioration de la démocratie? La démocratie entraîne-t-elle une amélioration des services, une plus grande égalité et moins d'oppression des groupes sociaux fondamentaux? Partant, le renforcement de la société civile entraîne-t-il réellement des politiques propices aux personnes défavorisées?

Un problème essentiel à résoudre dans l'élaboration du contrôle et de l'évaluation est l'absence de clarté des concepts sur lesquels de nombreux programmes de renforcement de la société civile se fondent. Pour ce qui concerne l'élaboration des méthodologies, trois défis spécifiques ont été identifiés:

1. L'**attribution**: étant donné les longues chaînes de relations de cause à effet, il est difficile de savoir quel effet peut être attribué à l'intervention.
2. Être **réaliste** à propos des buts et fixer des objectifs précis dans les limites des ressources disponibles
3. Clarifier les **délais**: la conception et la vision de trop nombreux programmes sont à très court terme. Il est important de faire la distinction entre les objectifs à court et à long terme et d'identifier les méthodes pour les évaluer.

Les présentations thématiques ont été enrichies par les contributions de quatre orateurs chargés du discours-programme. Le Dr. Alan Fowler, un membre fondateur d'INTRAC a, dans son allocution d'ouverture, déclaré que la société civile n'est en réalité pas un secteur aux frontières bien délimitées. Il a souligné la nécessité d'un point de vue organique et institutionnel de la société civile. Le Dr. Rajesh Tandon, de Participatory Research en Inde (PRIA) s'est inspiré de cette critique pour suggérer que le renforcement de la société civile concerne en effet l'analyse de l'espace et des restrictions de la participation de la société civile au processus décisionnel et qu'il s'agit de trouver des moyens pour élargir cet espace. D'autres discours ont été prononcés par David Begg du Congrès des syndicats irlandais, à partir de l'expérience irlandaise des partenariats sociaux, et par Sue Unsworth de DfID, Royaume-Uni, qui a présenté l'approche de DfID du renforcement de la société civile dans le sud.

Les organisateurs de la conférence ont délibérément choisi d'inclure une série de participants par type d'organisation et par région. Le deuxième jour, les discussions par panels ont été animées par des représentants de différents types d'agences (comme les bailleurs de fonds officiels, les fondations, les ONG internationales et d'autres organisations de la société civile), qui ont répondu aux questions sur les politiques et expériences de leurs propres organisations en rapport avec la société civile et son renforcement. Le dernier jour, les discussions en panels se sont poursuivies et se sont concentrées sur les aspects régionaux.

Ces discussions stimulantes et en profondeur ont alimenté une importante réflexion pour INTRAC, à l'aube de ces 10 prochaines années. INTRAC poursuivra le débat et tentera de mettre en œuvre la proposition de développer des études de cas sur le renforcement de la société civile afin d'identifier des rôles, des responsabilités et des mécanismes adéquats à différents niveaux. La conférence s'est terminée par une célébration mémorable du 10^e anniversaire d'INTRAC au musée Ashmolean d'Oxford. INTRAC remercie toutes les personnes qui ont contribué au succès de cette conférence.

par Vicky Brehm

Pour de plus amples informations sur la conférence, veuillez contacter Ceri Angood, administrateur de la conférence, à INTRAC. Email : c.angood@intrac.org

Un hommage posthume à Dr. Peter Oakley (1942 - 2001)

Peter Oakley a été une des rares personnes à trouver un équilibre entre une réputation académique solide et une carrière respectée et justifiée dans les organisations de développement internationales, dans un domaine souvent polarisé entre les deux. Né à Liverpool en 1942, il a toujours gardé le contact avec sa ville natale et est resté un ardent supporter de l'équipe de football d'Everton. Peter était un professeur détendu et apprécié et il a enseigné dans plusieurs universités britanniques. Il était également un vrai travailleur de terrain, qui aimait traiter

directement avec les gens. Il a travaillé pour plusieurs organisations importantes comme OXFAM, Save the Children Fund et dernièrement avec INTRAC.

Peter s'était engagé lors des premières discussions qui ont abouti à la création d'INTRAC. En effet, à la fin des années 1980, il faisait partie d'un groupe qui pensait qu'un espace plus indépendant pour les ONG, dégagé de la pensée dominante des grandes organisations officielles était nécessaire. Peter a continué à collaborer avec INTRAC comme membre et a enfin rejoint le personnel comme directeur de recherche en 1999. Dans le cadre de ce travail, il a organisé le Quatrième Atelier International sur l'Évaluation du Développement Social, dont le thème principal était le renforcement des capacités. Il a également effectué plusieurs missions de consultance importantes, dont une étude d'impact pour Danida et des ONG danoises et un bilan de l'aide norvégienne au Nicaragua.

Peter était toujours prolifique; nous avons donc publié à titre posthume un ouvrage rédigé conjointement avec une équipe de l'Université de Durham (*'Knowledge, Power and Development Agendas: NGOs North and South'*) et les conclusions du quatrième atelier international (*'The Monitoring and Evaluation of Empowerment'*). Avant sa mort, nous travaillions ensemble à la Conférence du 10^e anniversaire d'INTRAC. Un petit office en son honneur s'est par conséquent tenue pendant la conférence pour marquer sa contribution non seulement à INTRAC mais également au travail de développement de nombreuses autres organisations.

Peter est mort d'une thrombose veineuse profonde alors qu'il travaillait en Indonésie. Étant donné les craintes que suscite la thrombose associée aux vols long-courrier, INTRAC a diffusé à ce sujet des lignes directrices à son personnel, ses membres et autres, complétées conseils pour en éviter les risques.

De nombreux étudiants, collègues et amis dans le monde entier regretteront Peter. Ses nombreux ouvrages resteront un témoignage de ses idées. Nous présentons nos plus sincères condoléances à sa femme, Maria Cristina Garcia, et à ses trois filles Gabriella, Louise et Taciana.

par Brian Pratt, directeur d'INTRAC

nouvelles concernant le renforcement des capacités

Bienvenue aux nouvelles No. 10 concernant le renforcement des capacités. La directrice de la formation et du renforcement des capacités d'INTRAC, Brenda Lipson, examine la situation de la pratique du renforcement des capacités au niveau de la société civile. Cet article résume la présentation qu'elle a faite lors de la conférence du 10^e anniversaire d'INTRAC: «Changer les attentes? Concept et pratique de la société civile dans le développement international». S'appuyant sur les principes et expériences dans le domaine du développement organisationnel, Brenda Lipson propose une approche intégrée et de développement du renforcement de la société civile.

Le renforcement des capacités de la société civile sous l'angle du développement

Cet article entreprend d'explorer la question suivante: «quelles sont les caractéristiques et les défis spécifiques du renforcement des capacités au niveau de la société civile en tant que secteur (plutôt qu'à d'autres niveaux d'intervention tels que celui de l'organisation ou de l'individu)? » En évaluant les facteurs critiques, l'article suppose la nécessité d'une approche qui se fonde davantage sur le développement du renforcement des capacités au niveau de la société civile et s'appuie sur les expériences de travail d'INTRAC à propos du changement organisationnel. En particulier, les interventions visant à renforcer les capacités de la société civile doivent dépasser les approches à court terme, compartimentées et axées sur le donateur. Les interventions doivent au contraire se fonder sur une analyse contextuelle approfondie de l'état de développement de la

société civile d'un pays particulier, et une compréhension de la nature des processus organisationnels, internes et des relations extérieures entre les organisations.

Pour le propos de cet article, la société civile est définie comme des formes d'organisation qui existent en dehors de l'Etat et du marché. Elle intègre généralement des expressions informelles d'**association civique** qui peuvent ne pas entrer dans la définition formaliste de ce qu'il est convenu d'appeler les organisations de la société civile. Qui plus est, cette définition est éclairée par l'analyse de pouvoir ; la société civile n'est pas considérée comme étant homogène ou consensuelle, mais plutôt interprétée comme une sphère dans laquelle les acteurs défendent leurs intérêts en **compétition** et en **collaboration**.

L'expression «renforcement des capacités» est définie ici comme un processus suivi d'aide aux personnes, aux organisations et aux sociétés pour qu'elles s'améliorent et s'adaptent aux changements qui les entourent. La caractéristique du renforcement des capacités est qu'il se base sur une intervention délibérée. Cet article examine essentiellement des interventions qui visent à développer les capacités des organisations de la société civile, soit dans le cadre d'un programme ou d'une partie d'un programme plus général.

Approches et méthodologies

La question critique qui se pose par rapport au renforcement des capacités de la société civile est celle-ci: «un renforcement des capacités à quelles fins?» et ensuite, «qui définit la réponse?» En pratique, cela dépend de l'**équilibre de pouvoir** entre les fournisseurs de ressources (c'est-à-dire les donateurs du nord, qu'ils soient officiels ou non gouvernementaux) et les sujets de l'intervention. Les programmes de renforcement des capacités sont souvent conçus en fonction des exigences des donateurs, pour une mise en œuvre et un rapport efficaces d'un projet, et ils sont justifiés par les priorités sectorielles (comme la réduction de la pauvreté, la démocratisation, le changement environnemental ou la réduction des conflits) et régionales du donateur. Les interventions de renforcement des capacités de la société civile finissent ainsi par se compartimenter et être à court terme. Elles ne parviennent pas à évaluer de manière adéquate la totalité du contexte dans lequel évoluent les organisations de la société civile.

Une approche alternative envisage le renforcement de la société civile comme une fin en soi: la fin étant que les organisations de la société civile renforcent leur capacité à atteindre leur objectif. En d'autres termes, il y a un élément de responsabilisation dans le renforcement des capacités, qui permet à la société civile de développer pleinement son rôle de contrepoids aux forces de l'Etat et du marché (Clayton 1996).

Ainsi, les stratégies des donateurs visant à renforcer les capacités de la société civile sont élaborées à partir de leur propre approche conceptuelle, en particulier par leur perception de la société civile et leur choix d'une approche basée sur le consensus ou sur l'analyse des conflits. Leur approche conceptuelle influence à son tour les méthodologies qu'ils utilisent pour les interventions de renforcement des capacités. Ci-après sont mentionnées certaines questions délicates qu'il importe de souligner :

- Dans quelle mesure la conception de l'intervention reflète-t-elle réellement le contexte et la société civile en question, plutôt qu'un programme prédéterminé ou une série d'intérêts du donateur?
- L'influence déterminante sur l'intervention: le donateur envisage-t-il le renforcement des organisations de la société civile comme un moyen ou une fin en soi?
- L'absence de méthodes adéquates d'évaluation des capacités de la société civile;
- Dans quelle mesure les méthodes de conception et de planification sont-elles ouvertes et flexibles.

Principes essentiels d'une approche de développement

En appliquant les principes essentiels du domaine du développement organisationnel, cet article propose une **approche d'ensemble du développement** des initiatives de renforcement de la société civile, ancrée dans une conception intégrée des organisations de la société civile et de leur mode de développement dans un contexte particulier. Cette approche se base sur les facteurs déterminants suivants :

- une analyse **contextuelle** précise de la nature de la société civile et de son niveau de développement dans le pays ou région en question;
- une conception contextualisée des **cycles de vie organisationnelle** et de la manière dont ces cycles influencent la capacité des organisations de la société civile à s'investir dans les interventions proposées;
- une analyse intégrée des **liens** à toutes les étapes de l'intervention de renforcement des capacités, qui reconnaisse et tienne compte des liens verticaux et horizontaux entre la société et l'individu;
- aborder les questions du **changement** comportemental et organisationnel, ce qui signifie non seulement d'accepter les normes culturelles telles que les attitudes envers l'autorité, les prises de décision et les relations entre femmes et hommes, mais également de les modifier;
- une clarté concernant la manière dont l'intervention intégrera l'apprentissage et la gestion du savoir pendant la période fixée;
- une ouverture de la part des fournisseurs de ressources à élaborer leur propre programme et à s'inscrire dans le processus de renforcement des capacités ; en d'autres termes, une volonté de changer. Quand ils renforcent la société civile, les donateurs doivent adapter les outils, parfois très différents et les délais à ceux qui sont utilisés dans les projets et programmes plus habituels, qui sont axés sur les résultats.

Il devrait par conséquent être possible de proposer une **approche de développement organisationnel** pour ce qui concerne le développement des capacités de la société civile, sur base des principes essentiels qui dérivent de l'expérience du développement organisationnel. En outre, le facteur essentiel d'une véritable approche de développement du renforcement des capacités de la société civile doit être, pour les sujets eux-mêmes, d'en être les principaux acteurs.

INTRAC continuera à évaluer et à réfléchir aux approches de renforcement des capacités de la société civile, et à souligner la nécessité d'une appréciation plus contextuelle du développement de la société civile, afin de rendre ces programmes efficaces.

Par Brenda Lipson

Email: b.lipson@intrac.org

Références

Clayton, A. (ed) (1996) *NGOs, Civil Society and the State : Building Democracy in Transitional Countries*. Oxford : INTRAC.

*Fin des nouvelles concernant le renforcement des capacités *****

Gros plan sur un pays - La société civile en Iran en pleine mutation

Un récent projet de compilation d'un répertoire des ONG en Iran a identifié plus de 3.000 organisations. En réalité, le nombre était si supérieur au nombre attendu que les fonds destinés au projet ont été épuisés avant même la publication du répertoire! Les organisateurs du projet

avaient adopté une définition très générale des ONG, reflétant davantage les organisations de la société civile dans leur ensemble, et avaient inclus une série d'organisations dont des associations d'écrivains, des groupes religieux et de prêt, et des ONG « modernes » telles que le Front vert d'Iran. L'objectif principal de ce répertoire était de tenter de rassembler quelques faits élémentaires sur le secteur de la société civile en Iran, qui évolue très rapidement. Il y a deux facteurs essentiels qui expliquent l'expansion précipitée des organisations de la société civile ces 5 dernières années: l'élection du Président Khatami en 1997 et l'explosion de la natalité au début des années 1980, quand la contraception était interdite.

Le Président Khatami a été élu grâce à l'aide de millions de jeunes électeurs (les jeunes peuvent à présent voter à 16 ans). Une de ses principales politiques était de promouvoir la participation des citoyens au mécanisme politique. Il a assoupli les restrictions sur la presse et la liberté d'expression, et a encouragé la création de conseils démocratiquement élus dans les villages, les villes et les districts. Et surtout, il a mis en place les conditions pour que le peuple s'autorise à s'impliquer dans le militantisme, travailler en groupes et participer dans les questions sociales. La population étant constituée par environ 60 % de jeunes de moins de 25 ans, les jeunes ont un impact énorme sur la société iranienne. Les jeunes Iraniens sont instruits, ont une conscience politique et de grandes aspirations. La plupart des ONG associent les jeunes soit comme bénéficiaires, volontaires ou comme membres sympathisants. Le système d'enseignement en Iran encourage fortement les valeurs religieuses et civiques dans la vie publique et personnelle. Il n'est dès lors pas surprenant que les jeunes aient représenté un moteur dans l'expansion des organisations de la société civile.

En effet, l'Iran a une longue tradition de participation active des citoyens dans la réduction de la pauvreté, la promotion des chances pour ce qui concerne l'enseignement pour les pauvres et les plans informels de crédit. Il existe une série d'organisations caritatives, d'instituts culturels, de groupes, d'association et de coopératives du secteur associatif. Cette diversité reflète la variété des activités entreprises, de même que le déploiement des structures légales pour l'enregistrement des organisations non lucratives, publiques et d'entraide mutuelle. Ces secteurs traditionnels de travail caritatif sont à présent enrichis par les ONG qui se concentrent sur les nouvelles questions sociales telles que les activités pour les jeunes, la prévention de problèmes comme les drogues, les enfants en fugue et les campagnes sur les questions environnementales.

Les ONG ont évolué en Iran différemment des ONG d'autres régions du monde, principalement parce que pendant ces 20 dernières années, les ONG iraniennes ont pratiquement été coupées des financements et influences de l'aide internationale et des organisations de développement. Moins de 6 ONG internationales ont des projets ou des partenaires en Iran. Le financement octroyé par des gouvernements étrangers par l'intermédiaire des principaux donateurs en matière d'aide (comme DfID and SIDA) est pratiquement inconnu. Le financement étranger est toujours considéré avec suspicion, en particulier quand il arrive par des voies gouvernementales, et en principe les ONG peuvent être poursuivies et accusées de servir les forces étrangères si elles acceptent ce type de financement.

Par conséquent, les ONG iraniennes sont très **indépendantes**. La plupart des ONG iraniennes n'emploient pas de personnel professionnel, mais comptent presque exclusivement sur les bénévoles. Elles ont des capacités de récolte de fonds importantes : elles organisent des ventes de charité, récoltent de l'argent auprès d'individus fortunés et exploitent la diaspora iranienne, qui est très soutenante, en Californie, Allemagne et ailleurs.

En raison peut-être des rares contacts internationaux qu'ont eus les ONG iraniennes ces 20 dernières années, nombre d'entre elles tiennent à profiter des expériences des autres ONG du monde entier. Elles traitent de nouveaux problèmes dans leur propre société et ces problèmes exigent de nouvelles méthodes de mobilisation et de programmation de la communauté. Elles souhaitent également être en mesure de prendre leur place dans la communauté ONG mondiale et de partager leurs propres forces et expériences avec d'autres. Elles se heurtent toutefois à certaines difficultés : rares sont les personnes qui parlent suffisamment bien l'anglais pour

travailler efficacement en réseau sur le plan international et rares sont les ONG qui disposent des moyens informatiques et du courrier électronique ; les ONG sont fragmentées et il y a peu de ressources disponibles pour les ONG pour le renforcement des capacités en Iran.

Pour les ONG qui souhaitent établir des contacts au niveau international se pose également la question de l'identité de l'Iran. Les Iraniens mettent souvent en exergue l'unicité de leur culture et de leur héritage, ce qui peut également les faire se sentir très isolés. L'Iran est un pays musulman chiite et non sunnite; son écriture est arabe mais sa langue indo-européenne. Il est parfois associé avec le Moyen-Orient et parfois avec la « région Caspienne ». En réalité, il a des liens culturels, religieux et linguistiques beaucoup plus proches avec les pays de l'Ouest asiatique comme l'Afghanistan. Quels sont les modèles de développement de la société civile qui peuvent dans ce cas être utiles ? L'expérience d'Asie centrale ? Le Pakistan ?

Dans le contexte international actuel, il est encore plus important pour la société civile iranienne d'établir des rapprochements et de s'identifier aux réseaux régionaux et internationaux d'ONG. Récemment, CIVICUS (l'Alliance mondiale pour la participation citoyenne) a publié une déclaration commune de la société civile sur la tragédie qui a frappé les Etats-Unis. La déclaration a été reprise par des ONG iraniennes, traduite en Farsi et publiée dans un quotidien national, aux côtés de l'adresse du site web auquel peuvent s'adresser les ONG pour prendre contact et signer la déclaration. Il s'agit d'un simple exemple de la nouvelle conscience et du désir des ONG iraniennes de faire partie de la communauté internationale des ONG. Ce souhait doit être encouragé et soutenu.

par Catherine Squire

Noavaran

('Supporting NGOs in Iran')

PO Box 15société civile5-949

Téhéran, Iran

Email : innovation@kanoon.net ou squire@kanoon.net

INTRAC a travaillé en collaboration avec l'ONG iranienne Noavaran et espère développer ces liens dans les prochaines années.

ontrac

ISSN 1476-1327

Éditeur : Vicky Brehm, chercheuse, INTRAC

Traduction: Nathalie Cahay

Ontrac est le bulletin d'informations d'INTRAC (le Centre International de Recherche et de Formation ONG). Il est publié trois fois par an. Le contenu de ce bulletin peut être librement reproduit et traduit, dans la mesure où la source est spécifiée. INTRAC souhaite remercier les organisations suivantes pour leur contribution à la production de *Ontrac* : APSO, CAFOD, Christian Aid, Concern Worldwide, Cordaid, DanChurchAid, MS Denmark, Norwegian Church Aid, Novib, Oxfam Grande-Bretagne, South Research et Save the Children Alliance international.

INTRAC

PO Box 563

Oxford OX2 6RZ

Royaume-Uni

Tel: +44 (0) 1865 201 851

Fax : +44 (0) 1865 201 852

Email : intrac@gn.apc.org

Website : <http://www.intrac.org>

INTRAC est une *société à responsabilité limitée* No.2662796 et une association caritative n 1016676